

# LA VÉRITÉ

## DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE



# HALTE A LA GUERRE D'INDOCHINE

## Pour sortir de l'impasse, en finir avec le gouvernement LANIEL PACTE D'UNITÉ P.C.F.-P.S. POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

La menace d'extension de la guerre d'Indochine, et donc la menace de guerre mondiale pèse toujours. Le gouvernement Lanuel dont le ministre des Affaires étrangères continue sa politique béatiste, le gouvernement anti-ouvrier qui refuse en même temps les revendications des travailleurs, chancelant à chaque débat, ne s'est maintenu, jusqu'à présent, que parce que personne, aucune organisation ne propose une autre formule gouvernementale pour le remplacer.

De la part des organisations bourgeoises cela est normal; ne voulant pas changer de politique, il leur est difficile de changer d'équipe. Mais il en va autrement des organisations ouvrières.

Que se passe-t-il donc dans ce pays ou cinq millions d'électeurs votent pour le parti communiste français, trois millions pour le parti socialiste S.F.I.O., où la volonté de lutte des travailleurs ne cesse de se renforcer depuis août 1953 où les deux grands partis de la classe ouvrière expriment chacun de leur côté leur opposition à la continuation de cette guerre infâme ?

Au moment où le débat reprend au parlement sur l'Indochine, les militants de la classe ouvrière sont en droit de se poser bien des questions.

Le parti socialiste vient de tenir son Congrès extraordinaire: c'était sur la C.E.D. et c'est seulement en passant que fut votée une résolution contre la guerre d'Indochine qui d'ailleurs ne contient aucun appel concret pour quelque action que ce soit de la part des travailleurs. Et pourtant les travailleurs socialistes sont contre la guerre d'Indochine, ils le manifestent depuis des mois et des mois dans les entreprises et les localités où, malgré l'opposition de leur direction à l'action unie avec le parti communiste, ils agissent en commun avec les militants de ce parti contre la sale guerre.

L'attitude d'opposition purement parlementaire de la direction du P.S. à la guerre d'Indochine n'est pas un fait nouveau. Par contre, il est un fait qui préoccupe aujourd'hui au plus haut point le militant communiste, c'est celui de la politique de son parti vis-à-vis de cette guerre.

Il se souvient d'une époque, pas très lointaine où celui-ci mobilisait dur les militants pour agir pour la cessation des hostilités. Il y a eut les épisodes Henri Martin, Raymondien, les grèves des dockers, les murs et les routes couverts d'inscriptions, les 1<sup>er</sup> Mai mobilisés sur cette question.

Or, au moment où l'impérialisme français accablé, manifeste l'intention de précipiter à sa suite tout le monde dans le gouffre, le parti communiste explique depuis des mois que la question cruciale, là où il faut concentrer tous les efforts, c'est la lutte contre la ratification de la C.E.D.

### LA QUESTION CRUCIALE AUJOURD'HUI C'EST L'ARRÊT DE LA GUERRE D'INDOCHINE

Pendant ce temps là des milliers de combattants révolutionnaires du Vietnam tombent, et l'Humanité « informe » ses lecteurs par la plume de Pierre Courtade sur le déroulement de la Conférence de Genève, publie les discours de Molotov et de Pham-Van-Dong, sans montrer au prolétariat français le rôle qu'il peut et doit jouer dans cette affaire, comme s'il était uniquement un spectateur.

Le militant connaît l'histoire de son parti. Il sait quelle a été son attitude pendant la guerre du R.I.F. en 1927, à une époque où il était le seul à défendre le peuple marocain, où il était une petite organisation sans commune mesure avec ce qu'il est aujourd'hui.

Aujourd'hui, il s'agit d'un parti qui regroupe la majorité de la classe ouvrière organisée, qui influence la presque totalité de la classe ouvrière, dans un moment où toute la population de ce pays, presque tous les courants politiques sont exaspérés par la situation entretenue par le clan des fauteurs de guerre. N'est-ce pas un scandale de voir un tel gouvernement honni par tous, divisés dans ses rangs dont la chute semble probable à chaque vote du parlement, tenir en défiant toutes les lois de l'équité et brandir la « trompette guerrière », envisager des « mesures draconiennes » et avancer l'appel du contingent ?

C'est stupéfié même les observateurs bourgeois parmi lesquels certains pensent que le gouvernement ne tiendrait pas devant un mouvement organisé par la gauche.

Le P.C.F. et le P.S. sont contre la poursuite de la guerre, et pourtant rien n'est fait pour une action con-

certée des deux partis propre à mobiliser les masses, à sortir de l'impasse où a conduit la politique du gouvernement capitaliste.

Le militant du P.C.F. sent profondément qu'il y a là une carence de la direction de son parti. Il sait que le front unique avec les travailleurs socialistes est nécessaire. Son expérience l'en a convaincu, ses dirigeants le lui répètent chaque jour: Mais que font-ils actuellement pour faciliter son action vis-à-vis des militants du P.S., désireux aussi d'arrêter la sale guerre? Que font-ils pour aider ces derniers à lutter dans leur propre parti contre l'hostilité de leur direction à toute action de front unique ?

### FRONT UNIQUE « A TOUT PRIX »

Maurice Thorez, dans son discours de clôture du 13<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., déclare: « Lutter contre la politique néfaste du parti socialiste c'est... trouver les paroles de vérité qui s'adressent à la raison et au cœur de l'ouvrier socialiste ». Il n'y a pas de meilleure façon pas d'autre façon de s'adresser vraiment à la raison et au cœur de l'ouvrier socialiste, que de s'adresser au parti auquel il appartient pour lui proposer d'organiser l'action commune contre la politique de la bourgeoisie et de son gouver-

nement, en premier lieu contre la guerre d'Indochine. Si le rappel que fait Thorez « il y a vingt ans, dans cette même ville d'Ivry, où se tient notre Congrès, la Conférence nationale du parti prenait la résolution de réaliser « à tout prix » le front unique avec le parti socialiste », si ce rappel signifie que maintenant la direction du P.C.F. est à nouveau décidée à réaliser « à tout prix » ce front unique, comme l'exige l'intérêt des travailleurs de ce pays et du monde que menacent les impérialistes bellicistes, alors c'est une campagne ininterrompue de front unique (comparable aux vingt-sept propositions qui ont précédé le pacte d'unité d'action de 1934) que le P.C.F. doit entreprendre envers le P.S.

En août 1953, quand la classe ouvrière était mobilisée contre le gouvernement des décrets-lois, des propositions d'action commune ont été faites par le groupe parlementaire du P.C.F. au groupe parlementaire socialiste? Pourquoi n'assiste-t-on même pas à cela aujourd'hui sur cette brûlante question d'Indochine ?

Il n'y a pas de solution dans le cadre du pouvoir bourgeois. Battre le gouvernement sur l'Indochine c'est le

renverser. En constituer un autre n'a de sens que s'il est un gouvernement anticapitaliste seul capable de rompre définitivement avec la politique actuelle et de solutionner toutes les préoccupations de la classe ouvrière.

A qui n'est pas aveugle, il est sur que le sort de la C.E.D. se joue sur cette question d'Indochine et non pas le contraire. Il faut éradiquer la politique de guerre là où elle attaque: actuellement c'est en écrasant la politique de poursuite de la guerre d'Indochine en renversant le gouvernement de la poursuite et de l'intensification de la guerre d'Indochine, avec l'accord et l'appui de toute la classe ouvrière, qu'on dresse un obstacle insurmontable à toute ratification ultérieure de leur C.E.D.

Il faut partir de ce qui unit: Il est urgent et possible immédiatement de réaliser le front unique du parti communiste et du parti socialiste:

- Pour l'arrêt immédiat des hostilités;
- contre l'appel anticipé du contingent;
- contre l'envoi du contingent.

Le P.C.F. doit adresser une proposition de direction à la direction au P.S. à défendre non seulement par les groupes parlementaires, mais par une mobilisation de masse de la classe ouvrière.

Cela peut et doit être le début d'un véritable front unique ouvrier pour renverser ce gouvernement anti-ouvrier indissolublement lié à la continuation de la guerre.

Vive le front unique des partis communistes et socialistes pour un gouvernement anticapitaliste.

8-6-1954.

P. VINCENT.

## GENÈVE: COMPROMIS OU GUERRE ?

A la septième semaine depuis l'ouverture de la Conférence de Genève — que les journalistes qualifient de « la dernière chance » — on est toujours loin de « la Paix », et même d'un « armistice ». Certains rappellent à ce propos que les négociations de Pan-Mun-Jom, en Corée, ne furent pas moins laborieuses, et cependant, à la fin, l'« armistice » fut conclu.

L'armistice mais pas la « paix » ni la réunification de la Corée. Le parallèle entre cette dernière et le Vietnam est instructif.

En Corée, on a abouti à une solution de compromis imposé par la stabilisation d'une ligne de front et facilité par la géographie. Au Vietnam, une telle ligne n'existe pas, et la situation militaire reste fluide au plus haut point. En Corée, le compromis survenant après une longue lutte acharnée dans laquelle l'impérialisme coalisé s'est efforcé sans succès d'occuper tout le pays, d'atteindre la frontière mandchoue et de frapper la Chine même, signifie en réalité une défaite partielle de l'impérialisme.

Au Vietnam, les forces de ce dernier sont actuellement en déroute, tandis que l'élan de la révolution vietnamienne éperonné par la victoire de Dien-Bien Phu, est plus impétueux que jamais.

Dans ces conditions, toute solution de compromis, si compromis il y a, ne pourrait être réalisée là aussi qu'au détriment des positions fondamentales de l'impérialisme.

Il est exclu que le Kremlin, avec l'aide ou non de Pékin, puisse « vendre » la Révolution vietnamienne et le Viet-Minh à la manière par exemple de la Grèce et de Markos, lors de la deuxième guerre civile de 1947-49.

Le rapport de forces entre la révolution coloniale, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique est actuellement tel que le Kremlin ne peut et ne saurait même pas désirer un tel marché.

Par peur de voir l'impérialisme yankee se lancer dans la guerre contre la Chine, prélude de la troisième guerre mondiale, le Kremlin est sans doute disposé à faire certaines concessions, à limiter l'ampleur de la victoire du Viet-Minh. Il veut d'autre part ménager plus particulièrement l'impérialisme français aux abois, afin que ce dernier maintienne son opposition à la C.E.D.

Mais le Kremlin ne veut pas, d'autre part, abandonner les posi-

Jean-Paul MARTIN.

(SUITE PAGE 3.)

## Conférence ouvrière internationale

DEPUIS des semaines, ouvertement et dans l'ombre, le chef de la diplomatie américaine, F. Dulles, s'efforce d'organiser « l'action concertée » des puissances capitalistes contre les masses coloniales luttant pour leur émancipation et contre la Chine, l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.

Contre elle, il faut dresser « l'action concertée » des travailleurs de tous les pays contre les fauteurs de guerre.

Les travailleurs suivent des partis différents: P.C. et P.S., en France, Labour Party, en Grande-Bretagne, parti social-démocrate, en Allemagne, P.C. et P.S., en Italie etc. L'action concertée des travailleurs n'est possible que par l'action concertée de leurs organisations, c'est-à-dire le front unique de ces organisations à l'échelle internationale.

Dans notre dernier numéro, nous avons publié un appel du secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale, proposant la tenue d'une conférence des grandes organisations de masse communistes et socialistes,

Nul doute que les militants révolutionnaires et en particulier les militants du P.C.F. ne soient sensibles à cette nécessité de fusionner consciemment la lutte du prolétariat international, contre la guerre, en réalisant le front unique international de ses organisations.

Dès avant la première guerre mondiale ce fut une idée essentielle du socialisme international.

Maintenant que dans le monde six cent millions d'hommes ont jeté à bas le joug capitaliste.

Maintenant que la lutte des peuples coloniaux s'intensifie chaque jour et que Dien-Bien-Phu a marqué une nouvelle étape de cette lutte.

Maintenant, qu'en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, le courant de lutte des travailleurs contre la guerre s'exprime avec force jusque dans les positions prises par leurs organisations:

CETTE IDÉE DOIT SE RÉALISER.

La IV<sup>e</sup> Internationale l'Internationale de la révolution qui avance dans le monde, luttera de toutes ses forces pour aider les travailleurs du monde à la faire triompher.

## La discussion dans le P.C.F.

A U moment où nous composons le journal, le Congrès du P.C.F. vient de se terminer. Les textes définitifs issus de ce Congrès n'ont pas encore été publiés et nous reviendrons plus à fond dans notre prochain numéro sur la signification de l'ensemble de ce Congrès.

Cependant notons dès maintenant qu'au Congrès même, ni dans les rapports des dirigeants, ni dans les interventions (qui, en grande majorité, ont été faites par des permanents du Parti) ne se sont trouvées exprimées les préoccupations, les recherches des militants de base, telles qu'elles ont été exprimées dans la tribune de discussion de « l'Humanité », ou plus exactement, Duclos, Souquière, Aragon n'y ont fait allusion que pour les combattre.

C'est pourtant le fait le plus important de tout le Congrès, que cette tribune de discussion.

Ce n'est pas la première fois que la direction ouvre une telle tribune. Elle a chaque fois procédé ainsi dans des buts déterminés, et il est certain qu'elle avait cette fois-ci aussi ses raisons d'opérer de cette manière. Elle sait mieux que quiconque le malaise qui sévit dans le P.C.F. et elle a soulevé la soupape de sûreté. Mais l'essentiel, est que la « tribune de discussion » a révélé au grand jour, et de façon remarquable, que, pour la première fois, il existe dans le P.C.F. des courants réfléchissant avec un esprit critique sur les questions fondamentales, la situation, la politique de leur parti, son régime.

par Pierre FRANK

Ces courants ne sont pas en opposition déclarée, consciente, avec des objectifs précis. Qui voudrait juger de ce point de vue manifesterait un sectarisme incurable envers l'organisation politique qui est à la tête des couches les plus nombreuses et les plus décisives de France. On ne peut apprécier cette « tribune de discussion » que par comparaison avec celles d'autrefois, où le sujet dominant était l'organisation, alors qu'aujourd'hui des problèmes politiques importants sont soulevés.

Quels sont les problèmes auxquels se heurtent les militants communistes dans l'application de la politique de leur parti ?

Outre les problèmes de la lutte revendicative que nous étudions par ailleurs, c'est tout d'abord la question de la guerre, qui à nouveau domine les préoccupations de toute l'humanité. La direction de leur parti, reprenant les déclarations de Staline à la veille du 19<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., met l'accent sur les possibilités de guerre entre pays capitalistes (comme la France ou l'Angleterre voulant échapper à la domination des Etats-Unis), tandis que sous la pression des masses pourrait exister une « coexistence pacifique » entre les deux mondes, capitaliste et socialiste. Or, la guerre qui se prépare effectivement, c'est non pas une guerre entre les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes, mais la guerre du capitalisme coalisé, contre l'U.R.S.S., la Chine, les démocraties populaires, les mouvements révolutionnaires. Les militants communistes ne se trouvent donc pas à leur aise sur ce point ?

Ils éprouvent aussi les pires difficultés dans la tentative que leur impose la direction de concilier la lutte des classes et le désir de s'entendre avec tous les « bons Français », indépendamment de leurs sentiments de classe. La discussion montre que, tout en comprenant la nécessité de lutter contre la C.E.D., nombreux sont les militants communistes qui ont quelque répugnance à se placer sur le terrain de « l'indépendance nationale ». Ils comprennent que des intérêts communs de classe permettent une lutte commune avec l'ouvrier socialiste pour les salaires, indépendamment des divergences sur la C.E.D. Tandis qu'il leur est impossible de trouver un terrain commun de lutte avec la position hostile à la C.E.D., mais hostile également à une augmentation des salaires. C'est sur le plan de classe qu'ils veulent lutter contre la C.E.D. L'opinion la plus claire, exprimée à ce sujet, a été celle de V. Leduc qui réclame « une formulation claire du contenu de classe » de la politique de son parti.

Là où la discussion a été le plus loin est la conséquence directe des affaires Marty, Tillon, Lecœur. L'accumulation de ces crises du Bureau Politique a eu pour conséquence une baisse de crédit de toute la direction. On a pris l'habitude d'accepter tout ce qui vient de la direction, ont écrit plusieurs membres du P.C.F. A vouloir même faire preuve de trop de malice en ramenant l'affaire Lecœur à une circulaire vieille de deux ans et à la manifestation Ridgway, la direction s'est vue répondre: mais que faisiez-vous pendant ce temps-là ?

Toutes ces remarques exprimées assez fortement, compte tenu de ce qui se disait dans le passé, témoignent

(SUITE PAGE 2.)

# La discussion dans le P.C.F.

(SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE)

gnent que les militants communistes les plus sensibles sentent qu'il y a un décalage entre les possibilités offertes par la situation et ce que fait leur parti.

Toutefois, la discussion revêt en même temps les limites actuelles de leurs observations critiques. La politisation qui se développe à présent dans le P.C.F., cherche une solution dans le cadre de la ligne du P.C.F. ; et même ceux qui vont le plus loin n'abordent pas les problèmes qui mèneraient à une autre ligne. Ainsi, la discussion n'a jusqu'à présent montré personne soulevant la question du gouvernement et celle de la réalisation du front unique P.C.F.-P.S. Evidemment la direction procède à un filtrage. Mais l'ampleur des correspondances est telle qu'il lui est impossible cette fois d'éliminer une expression un peu répandue sur une question donnée.

Il y a quelques années, le mot d'ordre central du P.C. était le gouvernement d'union démocratique. La formule était vague ; cependant elle constituait une sorte de perspective pour l'activité des militants communistes. Aujourd'hui, il s'agit de « changer de politique extérieure », mais là s'arrête leur perspective. En dehors de la lutte contre la politique atlantique, ils ne savent ni pour quel programme ni pour quel gouvernement, ni même s'il faut lutter pour un autre gouvernement. L'imprécision la plus complète sévit en la matière. Et pourtant c'est le problème qui couve, mais cette question n'a guère été soulevée, sauf d'une façon distante que dans une ou deux interventions.

De même, tous les militants communistes sont pour le front unique avec les socialistes. Le front unique, c'est l'action, rappelle parfois la direction, et c'est juste. Mais, même quand les socialistes sont d'accord avec les communistes sur tel ou tel mot d'ordre, l'action commune ne va guère plus loin que des signatures communes localement. Celle-ci peut s'étendre et s'amplifier, soulève des problèmes à l'échelle nationale. De ce point de vue, il est inconcevable de penser mobiliser les ouvriers socialistes à l'étape actuelle en dehors de leur parti et contre celui-ci. La discussion n'a pas soulevé la question du front unique de parti à parti, bien que sur le plan syndical la question ait progressé au

point que la C.G.T. s'adresse de temps à autre à F.O.

Au fond, la discussion a montré que les militants communistes commencent à devenir de plus en plus conscients d'un profond malaise. Mais ils ont traduit ce malaise avec les termes politiques qu'ils ont trouvés dans la littérature de leur parti, sans que cela leur permette encore de formuler des solutions, même de solutions partielles, qui, par leur propre logique les porteraient à une ligne différente.

Ce n'est pas le Congrès, soigneusement préparé par la direction, qui apportera une modification tant soit peu sérieuse à la situation. La nouvelle direction qui est combinée aux sommets va vouloir poursuivre ce jeu de ruse avec les problèmes politiques fondamentaux. Mais la situation qui a déjà provoqué ce début de politisation dans les rangs du P.C.F. et une crise sérieuse de direction tendra à accentuer ces phénomènes : la base pensera de plus en plus profondément sur les grandes questions politiques, la nouvelle « direction collective » connaîtra des tiraillements encore plus grands que ceux qui ont provoqué les affaires Marty, Tilon, Lecœur de 1952 à 1954. Ainsi mûrissent en France les conditions dans lesquelles, à travers une série de crises, de cette avant-garde aujourd'hui prisonnière du stalinisme sortiront un nouveau parti révolutionnaire, une nouvelle direction révolutionnaire. La direction stalinienne peut accumuler mise en garde sur mise en garde contre le trotskysme, confondre sous le nom de trotskysme toutes sortes de gens et d'organisations ; c'est une habitude déjà ancienne de sa part. Avec notre aide, le trotskysme, c'est-à-dire avant tout la politique révolutionnaire se frayera un chemin de plus en plus large dans les rangs du P.C.F. Le nouvel esprit qui s'est manifesté dans la discussion en est le garant le plus sûr.

P. FRANK.

Dans notre prochain numéro, nous traiterons de deux autres problèmes importants débattus au Congrès du P.C.F. :  
Le problème de la Jeunesse  
Le centralisme démocratique

# Le Congrès extraordinaire du P.S.

Par 1.969 voix contre 1.215, le Congrès extraordinaire du P.S. réuni à Puteaux, les 29 et 30 mai, a confirmé la position pro-C.E.D. de la direction de ce parti.

Cependant, plusieurs remarques s'imposent à l'issue de ce Congrès : D'abord, la minorité anti-C.E.D. a gagné en pourcentage des mandats, cependant que les abstentionnistes ont augmenté aux dépens des votes favorables à la C.E.D.

La force de la position anti-C.E.D. de la minorité est telle, qu'aucune mesure extraordinaire n'a pu être prise pour obliger les parlementaires à voter pour la ratification du traité et, en conséquence, le problème du vote au parlement où une majorité de députés socialistes est contre la ratification, reste entièrement posé.

Malgré la position très droitière de l'équipe Guy Mollet, la pression des travailleurs, se fait donc sentir très fortement dans le P.S., second parti de la classe ouvrière en France.

Comment faire que cette pression se traduise encore plus fortement et que la politique de l'actuelle direction soit changée au profit des aspirations des nombreux travailleurs qui suivent encore ce parti ? C'est le problème que se posent tous les militants révolutionnaires, et en particulier les militants du P.C.F.

Pour répondre à cette question, il faut tenir compte d'une autre constatation qui ressort des votes et des débats du Congrès de Puteaux : minorité et majorité ne concordent pas en ce qui concerne le vote sur la discipline de vote et celui sur la C.E.D. Sur ce dernier point, de nombreux députés anti-C.E.D. se sont en effet prononcés pour la discipline de vote, c'est-à-dire la discipline de parti. C'est-à-dire que, même en opposition avec la politique droitière actuelle de leur direction, la majorité des membres du P.S. ne sont pas prêts à abandonner leur parti pour une autre organisation.

Ceci donne encore plus d'importance à la nécessité d'une juste politique de front unique à l'égard du parti socialiste, de la part du P.C.F. c'est-à-dire, non seulement une attitude de front unique vis-à-vis des militants de base ou des organisations de base du P.S. (qui ne saurait aboutir qu'à des détachements individuels de militants de ce parti) mais une politique complète de front unique véritable, de la base au sommet envers ce parti, capable d'aider efficacement la progression interne dans le P.S. pour l'adoption par ce parti d'une ligne plus conforme aux intérêts des travailleurs, en particulier en brisant la résistance réactionnaire de l'équipe Guy Mollet au front unique communiste-socialiste.

De ce point de vue, les résultats du Congrès de Puteaux, montrent encore plus clairement la nécessité d'une telle politique.

En ce qui concerne plus particulièrement la lutte contre la C.E.D., il est à noter que les deux principaux dirigeants anti-C.E.D. du P.S., à savoir, D. Mayer et J. Moch ont insisté dans leur argumentation, l'un sur le fait que c'est en conformité avec l'internationalisme prolétarien et non par chauvinisme qu'il faut rejeter la C.E.D., et l'autre, que les socialistes

doivent se refuser à être « l'aile marchande d'une immense coalition anti-communiste ». C'est là la position des travailleurs socialistes, conscients de leurs intérêts de classe. Ceci ne fait que renforcer l'opinion que nous avons défendue dans ces colonnes et qui a été à plusieurs reprises exprimée par les militants du P.C.F. eux-mêmes dans la Tribune de discussion préparatoire au 13<sup>e</sup> Congrès, à savoir que pour mener une action de front unique efficace vis-à-vis des travailleurs socialistes, sans lesquels une lutte réelle et efficace contre le capitalisme et la guerre ne saurait être menée, la direction du P.C.F. doit abandonner son argumentation nationaliste et chauvine et exprimer les raisons de classe de la lutte des travailleurs contre la C.E.D.

L. PERIER.

## HALTE AUX AGRESSIONS ANTI-OUVRIERES

Depuis la défaite de l'impérialisme français à Dien-Bien Phu, les agressions de nervis fascistes se multiplient contre les militants ouvriers, en particulier les vendeurs de « l'Humanité-Dimanche » et d'autres journaux de gauche.

Dans chaque quartier, les militants du P.C.F. et du P.S. doivent organiser en commun la défense contre ces nervis : les journaux et les organisations de la classe ouvrière doivent être protégés par les travailleurs. En commun, P.C.F. et P.S. doivent appeler à cette action.

## DANS LE NUMERO DE MAI DE L'IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

- AU SOMMAIRE
- Lutter avec une confiance accrue
  - Notes éditoriales : les années atomiques - Vorkuta - Italie - La conférence de Caracàs
  - E. GERMAIN - La crise de l'agriculture soviétique
  - N. GERBEL - Juin 1953 à Berlin
  - M. PABLO - De nouveaux aspects de l'affaire Djilas
  - P. FRANK - Une biographie de L. Trotsky
  - TJOKRO - Montée révolutionnaire en Indonésie
  - I. FRIAS - La révolution guatémaltèque
  - G. PADMORE - Kenya, les faits
  - La conjoncture économique, les livres, les nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale
- Le numéro 150 fr.
- Commandes :  
64, rue Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>  
C.C.P. 6965-68 PARIS

# IL FAUT REALISER L'UNITÉ D'ACTION POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Une organisation se fixe des objectifs à atteindre et elle détermine les moyens pour atteindre ces objectifs. A la lecture des documents publiés, les objectifs du parti communiste français sont le rejet de la C.E.D., la fin de la guerre au Vietnam et la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Quels sont les moyens mis en avant pour atteindre ces objectifs ?

« La réalisation du front unique prolétarien (qui) conditionne le rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques... » (Thèse 16).

Nous verrons par la suite ce qu'il faut penser de cette formulation. Restons en pour le moment au front unique de la classe ouvrière. Sur le plan politique, pour le moment, l'unité d'action de la classe ouvrière suppose l'unité d'action entre les communistes français et les socialistes S.F.I.O. Par rapport à l'année passée, il est vrai que dans ce domaine on peut constater des progrès certains. Chaque jour, les colonnes de l'Humanité rapportent des exemples de déclarations communes, de meetings communs même.

Cependant, dans l'ensemble, ces déclarations communes n'aboutissent pas à l'action et même on peut ajouter que dans le domaine de l'unité d'action avec les travailleurs socialistes, le parti communiste français n'a obtenu aucun succès décisif. Parlant du 28 avril, R. Guyot, dans la Tribune de Discussion (31-5-54) déclare : « l'unité d'action n'a pas progressé, mais au contraire est en deçà, non seulement du mouvement unitaire d'août 1953, mais aussi de celui du 29 janvier 1954... Si l'on excepte la gare St-Lazare et quelques petites et moyennes entreprises, il n'y eut pas de front unique organisé entre travailleurs socialistes et communistes ». Le Congrès extraordinaire du parti socialiste, dimanche 30 mai a voté pour la ratification de la C.E.D. et pour la discipline de vote. Il n'y a que quelques exemples d'unité d'action pour la fin de la guerre d'Indochine.

### DE LA BASE AU SOMMET

Les dirigeants du parti socialiste sont anti-unitaires. C'est vrai. Mais nous devons affirmer que la politique d'unité d'action du P.C.F. n'est pas non plus ce qu'elle devrait être. Dans la thèse 17 on peut lire « ...développer largement le front unique, argumenter davantage, pour convaincre les travailleurs socialistes... Plus que jamais les paroles de vérité adressées aux travailleurs socialistes... ainsi qu'à leurs dirigeants et groupements de base... »

Les articles parus dans la Tribune de Discussion sont toujours dans le même sens : il ne s'agit de s'adresser qu'aux militants ou aux organisations de base du parti socialiste.

Comment résumer la politique de front unique du P.C.F. ? Il s'agit de gagner un à un les travailleurs socialistes (1). On fait ainsi abstraction du fait que les militants socialistes sont membres d'un parti, qu'ils sont disciplinés. Cette politique ne peut pas, ne pouvait avoir le véritable succès car les militants socialistes considèrent que s'adresser à eux sans s'adresser à leur parti c'est vouloir « plumer la volaille ». Une poli-

tique correcte de front unique serait une politique de propositions de parti à parti, à tous les échelons, de la base au sommet et du sommet à la base, sur les problèmes de l'heure.

Si ainsi on administre la preuve aux militants de la S.F.I.O. de la volonté profondément unitaire du P.C.F., le courant pour l'unité se renforcera et les chefs socialistes seront contraints de céder ou seront submergés. D'ailleurs, ne serait-il pas plus facile de discuter avec les organisations de base socialistes ou individuellement avec les militants, en ayant un texte de propositions de parti à parti ?

Le P.C.F. ne s'adresse pas au parti socialiste de cette manière. Maurice Thorez, au mois d'octobre 1953, répondait en ces termes à un intervieweur de l'Observateur « ...Nous nous souvenons qu'avant d'aboutir au pacte d'unité d'action de 1934, nous avons dû adresser au P.S. vingt-sept propositions qui avaient été rejetées ou laissées sans réponse... » VINGT SEPT FOIS ! Nous sommes loin du compte : depuis 1950 le P.C.F. ne s'est pas adressé une seule fois au P.S. pour constituer le front unique de parti à parti ! (en août 1953, il ne s'est agi que de propositions au groupe parlementaire).

### CONTRE LA GUERRE D'INDOCHINE

Au moment de la victoire de Dien-Bien-Phu, toutes les organisations du P.C.F., du sommet à la base auraient dû s'adresser aux organisations correspondantes du P.S., pour organiser en commun l'action contre la poursuite de la guerre au Vietnam. Qui oserait dire qu'une telle politique n'aurait pas renforcé le courant pour l'unité dans le P.S. ? Croit-on que dans le cas de refus de la direction socialiste, les dirigeants ne se seraient pas trouvés en difficulté devant les militants de base ? Quel enthousiasme cette politique aurait soulevé dans la classe ouvrière ! Il suffit de rappeler à quel point les votes du P.C.F. pour Naegelen et Le Troquer ont éveillé l'intérêt et la sympathie des travailleurs, à quel point cette attitude du P.C.F. a facilité la discussion entre travailleurs communistes et socialistes et renforcé les liens entre eux. S'il en fut ainsi pour ce problème relativement secondaire, que serait-ce pour la question de la guerre d'Indochine à propos de laquelle l'indignation et l'inquiétude étreignent chaque travailleur !

On ne peut pas dire que le moment n'est pas venu pour une telle politique. Le Congrès extraordinaire du P.S. vient encore d'adopter une résolution pour l'arrêt de la guerre au Vietnam. Va-t-on attendre que le contingent parte sac au dos pour les théâtres d'opération ?

### CONTRE LA C.E.D.

Cinquante huit députés du parti socialiste sont contre la C.E.D., la base et les électeurs socialistes sont loin d'y être favorables. Cependant, le Congrès extraordinaire du P.S. a voté pour la ratification. Le P.C.F. a-t-il tout fait pour aider « à l'intérieur du P.S. » ces adversaires de la C.E.D. ? La propagande contre la C.E.D. a été négative seulement. Le P.C.F. devait répondre au désir des militants socialistes d'organiser l'Europe. Non la pe-

tite Europe de la C.E.D. au service de l'impérialisme américain, mais l'Europe des travailleurs, la seule Europe concevable.

D'ailleurs, pour s'adresser aux socialistes en vue de la constitution d'un front unique, il fallait que la propagande se fasse sur un terrain de classe, que ce soient des arguments de classe qui soient développés. Ceci a été si peu la préoccupation primordiale du P.C.F. que les délégués de la Conférence du 17<sup>e</sup>. Batignolles (Paris) ont proposé un additif au projet de thèses : « ...les organisations du parti doivent insister davantage sur le caractère de la classe de la bataille contre la C.E.D... ». L'article de V. Leduc que nous citons par ailleurs exprime la même préoccupation.

C'est le développement constant d'arguments de classe, l'élaboration d'une solution de rechange à la C.E.D. sur le plan de la lutte des classes, une politique véritable de front unique, qui aurait pu être décisif contre la C.E.D., qui pourrait encore être décisif, car il est faux de dire que c'est joué.

Le vote contre la C.E.D. de la Commission des Affaires étrangères du Parlement vient encore de le montrer.

### CONTRE LA BOURGEOISIE

L'unité d'action doit être dirigée contre la bourgeoisie. Il faut renverser la bourgeoisie pour en finir avec sa politique. La Tribune de discussion a montré que cette idée est profondément ancrée chez les militants du P.C.F. Mais ils font encore confiance à la politique de leur direction pour leur faire franchir et faire franchir à la classe ouvrière les étapes nécessaires pour y parvenir. Or, la politique actuelle du P.C.F. c'est le front national uni, l'union avec « Tous les bons Français ». Cette politique suppose pratiquement que le P.C.F. donne à ceux-ci des garanties, à savoir que l'action de la classe ouvrière n'ira pas trop loin, ne mettra pas en danger leurs intérêts de capitalistes ; elle suppose que le P.C.F. devra freiner l'action politique et revendicative des travailleurs. Nous développons plus complètement ce point dans un autre article de cette même page. Disons simplement ici qu'une telle politique ne va pas dans le sens des aspirations exprimées par les militants du P.C.F. Subordonnant en fait le front unique prolétarien à l'union de tous les bons Français elle les freine et elle freine la classe ouvrière pour mener une lutte efficace contre la C.E.D., la guerre du Vietnam et les revendications, car c'est à la classe ouvrière que revient la direction indépendante de toutes ces luttes. C'est par la lutte décisive de la classe ouvrière et des militants communistes qui sont à sa tête contre l'ennemi principal, la bourgeoisie française et son gouvernement, que la classe ouvrière rassemblera sous son drapeau les classes moyennes qui souffrent aussi de la politique de ce gouvernement.

(1) Et ceci, non pas à un programme de front unique — dont les dirigeants du P.C.F. connaissent pourtant fort bien la nécessité pour parvenir à la réalisation effective du front unique (voir leur rappels de 1934) — mais purement et simplement aux mots d'ordre du P.C.F.

La direction du P.C.F. a placé la lutte pour l'indépendance nationale au centre de sa politique. Chaque événement, chaque mouvement lui fournissent l'occasion de répéter, après M. Thorez, « ...Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire avant tout de changer l'orientation de sa politique extérieure ».

Le projet de thèse pour le 13<sup>e</sup> Congrès apporte quelques précisions à cette affirmation : le réarmement allemand, opéré au travers de la C.E.D. « est devenu la question déterminante pour toute la politique française (point n° 2). Il faut donc s'allier avec quiconque s'oppose à l'armée européenne, qu'il s'agisse d'un militant socialiste, d'un député radical ou d'un général nationaliste. C'est là la tâche principale à laquelle se subordonnent toutes les autres.

Dans les discussions des militants communistes — telles qu'elles transpercent au travers de la tribune de l'Humanité — la question de l'indépendance nationale revient fréquemment aussi. Pour la base du P.C.F., il existe, en effet, une rupture entre son expérience politique quotidienne et la ligne développée par la direction en matière de « lutte nationale ». Comment, par exemple, combattre « pour la sauvegarde du pays » aux côtés des patrons contre lesquels il faut mener une bataille quotidienne pour les revendications ? Cette contradiction soulève une foule de problèmes impossibles à résoudre dans le cadre de l'orientation défendue par le Bureau politique. C'est ce qui doit nous amener à considérer la question de plus près.

### L'IMPERIALISME ET L'INDEPENDANCE NATIONALE

La majorité de la conférence de section du VII<sup>e</sup> arrondissement a adopté une résolution, où il est dit (Cf. Humanité, du 29 mai) : « Les communistes du VII<sup>e</sup> arrondissement sont conscients du fait que la lutte pour l'indépendance nationale est une lutte contre l'impérialisme oppresseur des nations et, dans notre pays, contre les couches dirigeantes de la bourgeoisie française qui trahissent la France pour des raisons de classe ». Développant cette idée, Victor Leduc écrit : « ...de la lecture du projet de thèse, ne se dégage pas avec suffisamment de clarté le contenu de classe de notre bataille actuelle pour l'indépen-

# LA QUESTION DE L'IND

dance nationale. Car non seulement la classe ouvrière a ses raisons de participer à ce combat, mais encore elle doit en être le force dirigeante... La classe ouvrière de notre pays vient de faire l'expérience de l'attitude des diverses fractions de notre bourgeoisie à l'égard de l'indépendance nationale. Elle sait que notre bourgeoisie est incapable de mener jusqu'au bout une politique d'indépendance nationale à l'égard des impérialistes étrangers, étant donné le rapport de forces dans le monde et en France ».

Sous une forme imprécise, cette opinion dénote une compréhension des réels problèmes de l'heure et des réels rapports de classe nationaux et internationaux. Elle représente assez bien la pensée commune de milliers de militants communistes pour lesquels la lutte contre la domination bourgeoise, sous quelque forme qu'elle se présente prime toute autre considération.

Seule une analyse de classe peut en effet permettre de résoudre correctement la « question nationale ». Celle-ci ne se pose dans toute son ampleur, à notre époque, que dans les pays sous-développés, économiquement dépendants. En Egypte et aux Indes, en Afrique du Nord ou en Amérique latine, il s'agit de développer les forces productives, de créer un marché national capable de fournir une base de développement aux aspirations politiques et culturelles du peuple. Les entraves imposées par l'impérialisme dans l'intérêt de son exploitation doivent être brisées si l'on peut parvenir à un tel résultat. Aussi dans ces pays, la lutte nationale prend-elle un caractère progressif, parce que fondamentalement anti-impérialiste.

La situation est-elle identique en France ? Peut-on assimiler notre pays à la Tunisie ou au Guatemala ? Evidemment non ! La France est un pays impérialiste ; la stabilité ancienne comme la crise présente de sa bourgeoisie ont leurs racines dans l'exploitation d'un empire colonial immense. Et si, à l'heure actuelle le gouvernement se

soumet aux plans militaires des U.S.A., c'est parce que ceux-ci lui fournissent en échange des crédits et une aide importante dans son intervention contre les mouvements d'émancipation.

Le projet de thèses insiste sur les responsabilités américaines et minimise le rôle propre de la bourgeoisie impérialiste française. Il escamote ainsi le problème principal : en France, on ne peut mener aucune lutte contre un seul aspect de la politique impérialiste, sans lutter par priorité pour l'expropriation de la bourgeoisie en tant que classe (et non seulement ses couches dirigeantes).

Comment peut-on dès lors séparer politique extérieure et intérieure ? La poursuite de la guerre du Vietnam et les attaques contre le niveau de vie sont des produits complémentaires d'une seule orientation. Pour résoudre un des problèmes posés par la situation, il faut aborder la solution de l'ensemble des problèmes, en éliminant la domination bourgeoise. Seule la classe ouvrière, entraînant les paysans et les classes moyennes, peut s'atteler à cette tâche. Les autres couches sociales, baptisées « nationales » peuvent s'opposer à un aspect de la politique gouvernementale ; elles refuseront toujours de s'opposer à tous les aspects. C'est ce qui ôte toute efficacité à une alliance avec elles.

### LA PRATIQUE DE « L'INDEPENDANCE NATIONALE »

L'idée d'indépendance nationale, abstraite de la perspective du pouvoir ouvrier, ne correspond à aucune réalité profonde en France. Elle obscurcit seulement la vision des militants communistes, et dissimule une pratique nuisible aux intérêts du mouvement ouvrier.

La direction du P.C.F. cherche à modifier certains aspects de la politique française sans en bouleverser les bases. Elle cherche à faire pression sur la bourgeoisie, sans la renverser. C'est pourquoi, tantôt elle freine les luttes ouvrières en ne leur ouvrant pas

tions acquises au Vietnam par la lutte des masses du pays, si importantes pour la défense de l'U.R.S.S. et de la Chine.

Et, même s'il le voulait, disposer du Vietnam comme « monnaie d'échange » lui serait impossible.

Reste à savoir si une solution comme celle que recherche probablement le Kremlin à Genève est encore possible : c'est-à-dire, un compromis qui maintienne les positions acquises par la lutte des masses au Vietnam, tout en ménageant partiellement l'impérialisme français en particulier. Un tel compromis pourrait consister par exemple à laisser à ce dernier soit le sud du pays, soit quelques têtes de pont au sud et au nord, lui évitant la destruction complète de ses armées, etc.

Une telle solution de fait pourrait être réalisée par un « cessez le feu » et un regroupement des forces dans tel ou tel secteur.

Le Vietnam continue cependant à déclarer à Genève qu'il s'oppose à toute idée de partage, et à réclamer après le « cessez le feu » et l'armistice, des élections libres.

Les difficultés les plus récentes qui semblent bloquer la conférence ont surgi sur le plan du contrôle de l'armistice éventuel et du regroupement par secteurs. Qui contraindra l'armistice ? Comment délimiter les secteurs ?

En réalité, les difficultés proviennent du fait que tout compromis dans le rapport des forces actuel ne pourrait qu'être fondamentalement défavorable à l'impérialisme, et prélude à son éviction totale du Vietnam.

Devant une telle perspective qui met en cause le sort du Sud-Est asiatique tout entier, l'impérialisme continue à peser d'une manière très serrée le pour et le contre d'une intervention afin de maintenir le Vietnam dans son orbite et frapper au delà la Chine qui a ébranlé sa domination en Asie.

La « balance des bras de la paix et de la guerre est toujours incertaine », déclarent les journalistes les plus accrédités de la presse impérialiste internationale.

Il est hors de doute que jamais, depuis le début de la « guerre froide », l'impérialisme n'a été soumis à une pression aussi grande, ayant à choisir entre une action précipitée dont il soupèse tous les risques, et un nouveau recul qui ne fera que rendre plus précaire la situation générale.

8 juin 1954.

Permanence de LA VERITE DES TRAVAILLEURS 54, rue de Richelieu — Paris-2<sup>e</sup> (Bureau 30) (Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse. Permanence : Semaine, de 17 à 19 h. le samedi, toute l'après-midi. Abonnement pour la France, de un an : 200 francs. Envoi sous pli fermé : 400 francs. C.C.P. 6965-68 Paris

BERLIN JUIN 53 - JUIN 54

Les travailleurs d'Allemagne orientale qui se sont soulevés le 17 juin 1953, ont inauguré une époque nouvelle : l'époque de la lutte, dans tous les pays sous la domination de la bureaucratie soviétique, pour le pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans, pour la démocratie soviétique. De 1927 à 1953, l'idée maîtresse de Lénine, l'idée que les ouvriers et les paysans sont capables de diriger, de constituer eux-mêmes l'Etat, l'idée qui a présidé à la Commune de Paris et à la Révolution d'Octobre, ne vivait plus que dans l'avant-garde trotskyste du mouvement ouvrier. D'un seul coup, les ouvriers de Berlin, de Leipzig, de Dresde, de Magdebourg, de Halle, de tous les centres industriels d'Allemagne orientale, ont incarné cette idée dans un mouvement grandiose, soulevant des centaines de milliers de prolétaires.

On a dit que les travailleurs de Berlin étaient stipendiés par l'impérialisme américain que leur mouvement était conduit par des fascistes, Mensonges grossiers, mensonges habituels de toutes les contre-révolutions. En 1791, on expliquait de même que Babeuf était à la solde de l'Angleterre ; en 1917, que Lénine et Trotsky étaient à la solde du Kaiser. Il suffit de constater que le 16 et le 17 juin, usine après usine, les travailleurs tiennent des assemblées générales, discutent démocratiquement le pour et le contre d'une grève orientée vers la diminution des cadences infernales, vers l'augmentation des salaires et la baisse des prix vers la transformation des syndicats en véritables organes de défense des producteurs, vers le rétablissement de la démocratie ouvrière, pour se rendre compte de l'absurdité de ces accusations.

Le caractère de classe du soulève-

ment ouvrier du 17 juin apparaît avec une clarté limpide dans les mots d'ordre centraux du mouvement. Pas un slogan, pas une phrase en faveur de l'impérialisme américain, du gouvernement d'Adenauer, de la République de Bonn et de leur « croisade pour la liberté » qui est une croisade pour la liberté d'exploitation et d'appropriation privée de la plus-value. Pas une usine, pas un ironçon des manifestants ouvriers qui sortent des vieilles rengaines nazies contre le bolchevisme contre le peuple russe, ou pour la reconquête militaire des provinces de l'Est. Au contraire : la masse ouvrière d'Allemagne de l'Est a clairement manifesté qu'en rejetant la dictature de la bureaucratie elle ne désire nullement le retour des Junkers et des trusts, des politiciens bourgeois et des généraux d'une nouvelle Wehrmacht. Maintenir la structure économique et sociale nouvelle ; en placer la gestion entre les mains des ouvriers et de leurs représentants élus, voilà pourquoi ont combattu les travailleurs de Berlin et d'Allemagne orientale. C'est le drapeau de Lénine et de Trotsky qu'ils ont brandi ainsi audacieusement à la face des maîtres du monde. Quoi d'étonnant que Wall-Street ait réagi avec autant de crainte et d'embaras que le Kremlin devant cet ébranlement colossal ?

Le soulèvement du 17 juin 1953 n'a pas été victorieux, et ne pouvait pas l'être, isolé qu'il était encore de la masse du prolétariat soviétique.

Mais il faut être aveuglé pour penser que les travailleurs de Berlin s'étaient levés en vain ? Pris de panique, le Kremlin a été obligé d'abandonner les usines allemandes qu'il avait saisies en gage en 1945 ; les conditions économiques en ont connu une amélioration immédiate. Ayant

pris conscience de leur force, grâce aux actions du 17 juin, les travailleurs d'Allemagne orientale ont acquis la confiance nécessaire pour continuer une guérilla incessante, dans les usines, les syndicats et le parti S.E.D., contre la bureaucratie régnante. De nouveaux cadres se sont levés dans le combat, protégés contre la répression par la classe toute entière qui prépare de nouvelles actions et des victoires plus éclatantes.

Mais avant tout, le soulèvement du 17 juin a eu un écho retentissant au delà des frontières de l'Allemagne orientale, en Allemagne occidentale et en U.R.S.S. même. Pour les travailleurs d'Allemagne occidentale, le 17 juin est devenu un symbole de ce qu'il faudra faire, à l'ouest comme à l'est, pour créer une Allemagne socialiste unie et démocratique. Pour les travailleurs d'U.R.S.S., le 17 juin est devenu le signal pour envisager à leur tour l'action directe contre leurs propres tyrans bureaucratiques. Ce n'est pas par hasard que la grève des cent mille mineurs de Vorkouta se place quelques semaines après le 17 juin. Alors que la révolution mondiale progresse sur tous les continents, alors que l'impérialisme se voit infliger une défaite importante après l'autre, les travailleurs de Berlin et, à leur suite les travailleurs soviétiques, annoncent à l'humanité qu'au cours de cette révolution tomberont également les derniers fortins d'inégalité sociale et d'oppression politique qu'avait érigés la bureaucratie stalinienne, et que le monde de demain pour lequel tombent les héros de la révolution sera le monde gouverné par les comités démocratiques d'ouvriers et de paysans, le monde des Soviets.

E. GERMAIN.

DE TOUS LES PAYS

EN GRANDE-BRETAGNE

Quelques milliers de cheminots en grève pour des revendications de catégorie ont entraîné une perturbation non seulement dans les transports, mais aussi dans la vie même de la nation. Car, derrière ce mouvement si limité, se profilait tout le mécontentement accumulé des travailleurs anglais en face de la hausse du coût de la vie.

Le mouvement ne paraît pas, au moment où nous écrivons, devoir prendre une extension immédiate. Mais il est certain que les concessions faites par le gouvernement conservateur en matière de salaires au début de 1954 n'ont eu qu'un effet très limité.

En face de la nouvelle opposition engagée par Bevan, la majorité de la direction du Labour Party, connaissant la faiblesse de ses positions au sein de l'organisation se garde de répondre par une contre-attaque de front. L'article de Morrison contre Bevan n'a pas eu de lendemain. Plus encore, le Comité Exécutif du Labour Party a pris deux décisions importantes : 1° il laisse à la « minorité » la latitude de combattre la position officielle sur la question du réarmement de l'Allemagne ; 2° une délégation du Labour Party, avec Attlee et Bevan, se rendra cet été en Chine.

Le gouvernement britannique prétend n'avoir pas été prévenu ni consulté à ce sujet. Il est pourtant douteux que Attlee ait pris une telle décision sans avoir échangé quelques mots — directement ou indirectement — avec Churchill.

De toute façon, cette décision a une grande signification. Elle reflète le sentiment des masses anglaises opposées à une guerre en Extrême-Orient et à la politique américaine.

GUATEMALA ET ETATS-UNIS

Foster Dulles, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a ses nuits troublées ! Le Guatemala a nationalisé des terres laissées en friche par l'United Fruit Co, une société nord-américaine qui jusqu'alors faisait la pluie et le beau temps dans plusieurs républiques de l'Amérique centrale. La révolution guatémaltèque est un encouragement aux travailleurs du Honduras, du Nicaragua... qui sont payés des salaires de quelque 25 cents par jour.

Foster Dulles voit un danger pour les Etats-Unis, parce que le Guatemala a acheté des armes en Tchecoslovaquie. Pour Dulles, le Guatemala est indépendant, souverain ; mais il n'a pas le droit de s'armer, car les Etats-Unis depuis des mois, ont empêché ce pays d'acheter des armes dans toute une série de pays « indépendants ».

Dans les républiques voisines du Guatemala, il y a une série de dirigeants aussi démocrates et aussi indépendants que Bao Dai, Syngman Rhee, Tchang Kai Chek, auxquels le Département d'Etat se dépêche d'envoyer des armes.

Se lanceront-ils immédiatement dans une guerre contre le Guatemala ? Les Guatémaltèques et la plupart des Latino-Américains ne le croient pas, car le Guatemala dispose de la sympathie des masses de toute l'Amérique latine. Mais les hommes de Washington, en Amérique latine comme en Extrême-Orient, vont délibérément à l'encontre de la volonté d'émancipation des masses. Le moment de leurs interventions inévitables dépend d'autres facteurs que les sentiments des masses. Le jour où ils passeront à l'action contre le peuple chinois, ils n'auront aucune hésitation en ce qui concerne le Guatemala.

Mais, ces efforts désespérés du capitalisme pour défendre des positions menacées de partout par les masses sur le chemin de leur émancipation, loin d'enrayer la lutte des travailleurs, les porteront à un niveau plus élevé.

Le Guatemala symbolise la volonté de millions de Latino-Américains qui subissent le joug de l'impérialisme. Il jouit aujourd'hui de leur sympathie. Il aura le cas échéant leur appui.

(Dans le numéro de « Quatrième Internationale » de mai 1954, lire l'article d'I. Frias « La révolution guatémaltèque »)

DANS LE PAKISTAN ORIENTAL

L'impérialisme anglais accorde l'indépendance aux Indes après avoir divisé le pays en trois tronçons : les Indes proprement dites, et de part et d'autre, le Pakistan. La partie orientale de ce pays, située à plus de mille kilomètres du centre, et séparée par le territoire indien, se trouvait soumise à un régime de dépendance dans ce pays lui-même déjà dépendant. Les raisons de mécontentement sont nombreuses : demandes de droits particuliers, reconnaissance de la langue bengali, opposition à la politique extérieure (pacte turco-pakistanaï, les allations de bases américaines).

Les récentes élections avaient vu le parti du gouvernement du centre, la ligue musulmane, battue à plate couture par un front de divers groupes d'opposition.

Il n'en fallut pas plus pour que le gouvernement central organise des provocations, dont la plus odieuse entraîna la fusillade de centaines de victimes. Maintenant il institue la loi Martial, emprisonne les ministres locaux, déclare « traiter à la patrie » le premier ministre.

Il est certain que le Pakistan oriental, le Bengale, est une région particulièrement explosive, pas seulement en ce qui concerne le Pakistan lui-même, mais aussi les Indes, au voisinage de Calcutta.

EN U.R.S.S.

Lyssenko de plus en plus attaqué

Au début Lyssenko fut attaqué pour son activité dans les milieux scientifiques seulement, pour ses enseignements et ses méthodes autocratiques.

Plus récemment, les attaques ont porté sur ses interventions dans l'agriculture soviétique. Dans l'organe « la Vie du Parti », se trouve publiée une violente attaque contre une brochure défendant des méthodes dont Lyssenko était le champion. On y lit : « Sans tenir compte de plusieurs années d'expérience, l'auteur s'embarque dans des arguments confus et délayés, pour essayer de prouver que le système rotatif de l'herbe convient à toutes les parties du pays sans exception... Naturellement il est tout à fait incapable de produire un fait pour appuyer son point de vue erroné pour la raison qu'il n'existe pas de tel fait dans la nature. »

Malgré ces attaques, Lyssenko a été réélu au Soviet suprême, et conserve ses positions officielles.

Pourquoi se bat le peuple Vietnamien

La guerre au Vietnam dure depuis huit ans. D'un côté, tout un peuple organisé sous le drapeau de la Résistance mène une lutte armée pour sa libération nationale. De l'autre, les impérialistes, appuyés sur un corps expéditionnaire puissant en matériel et en armes, cherchant à imposer leur loi.

C'est un fait sans précédent dans l'Histoire qu'un peuple soumis depuis quatre vingt ans au joug impérialiste brimé et exploité jusqu'aux os, puisse se relever avec un tel élan et soutenir une lutte si longue contre un impérialisme d'un haut niveau de civilisation.

Plus surprenante encore est l'extension continuelle de cette lutte, en ampleur et en intensité, non seulement sur le territoire du Vietnam, mais aussi en dehors de ses frontières. Bien plus, elle est nettement au désavantage de l'impérialisme, tandis qu'elle apporte victoire sur victoire à l'armée de la libération. Dien-Bien-Phu n'est que le plus marquant de ces épisodes qui nous indiquent le véritable rapport de force entre la résistance vietnamienne et le corps expéditionnaire et font éclater une vérité que depuis des années les impérialistes cherchaient à dissimuler mais qu'ils sont obligés à présent d'admettre.

D'où vient cette étonnante force de la résistance vietnamienne ?

Si l'on explique tout seulement par l'aide chinoise, comment comprendre la débâcle des troupes du fantôme Bao-Dai qui, pourtant, possèdent un armement des plus modernes fourni par les impérialistes américains ? Comment expliquer l'esprit de sacrifice et de courage des soldats de l'armée populaire à l'assaut de Dien-Bien-Phu, courage qui soulève l'admiration du monde entier ? Comment comprendre que ces soldats, nourris seulement d'une poignée de riz, marchent et combattent des journées entières dans la boue, alors que les troupes badoistes bien vêtues et bien ravitaillées reculent devant le combat ?

Lorsque, il y a huit ans, à la faveur de la débâcle japonaise, éclata le soulèvement du peuple, la propagande impérialiste, à cette époque, le présentait comme l'œuvre « d'une poignée d'agitateurs » que le gouvernement français pensait mettre à la raison en quelques mois (situation qui se répète actuellement en Tunisie).

A vrai dire, ce n'est pas Ho-Chi-Minh qui s'est, de lui-même, lancé sur le chemin de la lutte pour la victoire. Ce sont les impérialistes qui l'ont contraint de le faire. Depuis cette date, toute la politique de l'impérialisme accumule contradictions sur contradictions, va d'impasse en impasse, pousse Ho-Chi-Minh à une lutte sans merci et de longue haleine. Cette politique crée par là, des

conditions favorables au développement de la révolution vietnamienne.

A mesure que la lutte s'accroît, les dirigeants staliniens, pour gagner l'appui des masses, sont obligés de s'orienter vers des mesures de réformes économiques et sociales.

Dans un pays de régime colonial comme le fut celui du Vietnam, où les colonialistes freinaient les forces du progrès, les simples réformes comme la lutte contre l'analphabétisme, l'abolition de la vente de l'opium, de la consommation obligatoire de l'alcool, de l'impôt personnel, etc., représentent aux yeux des masses des changements importants et des progrès tangibles. Dans ce domaine, le gouvernement d'Ho-Chi-Minh, dès sa formation, a pris des mesures efficaces.

Mais le problème central du Vietnam est le problème agraire. Quelle est en ce domaine la politique du Vietnam ?

Une récente loi vient d'être promulguée stipulant « la confiscation des biens des traités et des colons » au profit des paysans pauvres, un partage « plus équitable des terres communales » pour « ceux qui travaillent la terre », la réduction du droit de location des terres et du métayage. Bien qu'insuffisantes, ces mesures soulèvent l'adhésion enthousiaste des masses.

Les masses vietnamiennes rendues de plus en plus conscientes de leur force ne s'arrêteront pas à des réformes insuffisantes, mais en réclameront d'autres devant lesquelles le gouvernement d'Ho-Chi-Minh ne peut pas rester insensible. Si nous voyons de près ce qui a été fait depuis les deux dernières années, nous constatons que, malgré mille hésitations les dirigeants staliniens ont été amenés à faire de larges concessions aux masses. Actuellement, le programme et la propagande du parti « Lao-dong » (parti ouvrier) mettent l'accent sur la question agraire et le relèvement du niveau de vie des paysans pauvres qui forment l'immense majorité des combattants dans l'armée populaire. Dans le domaine idéologique, surtout, l'effort de ce parti est marqué. Partout des écoles et des cours marxistes ont été créés, des cadres communistes ont été formés, qui sont devenus l'âme de l'armée du peuple.

Il est certain que s'il avait existé au Vietnam un authentique parti révolutionnaire comme le parti bolchevik, le chemin de la lutte aurait été moins difficile, moins tortueux pour les masses. Beaucoup d'erreurs et de gaspillage auraient été évités, le résultat serait donc beaucoup plus tangible. Mais malgré ce manquement, la révolution vietnamienne a avancé d'un pas décisif. Car, en dehors de la politique d'opportunisme et d'empirisme des dirigeants sans programme et perspective fixes, c'est la lutte de classe, en définitive, qui détermine l'évolution de l'histoire. Au Vietnam, comme dans tous les pays colonisés, tant que les aspirations des masses ne sont pas satisfaites, la révolution ne peut pas s'arrêter à mi-chemin

HA-CUONG-NGHI.

DEPENDANCE NATIONALE

les perspectives capables de galvaniser l'enthousiasme des travailleurs et de bousculer la résistance de la direction du P.S. au front unique ; tantôt elle les oriente sur des mots d'ordre conformes avant tout à l'intérêt diplomatique du Kremlin.

Rappelons brièvement les faits :

Après la stratégie des grèves tournantes qui avait empêché la généralisation des grèves de la fin 47, le P.C.F. codifia au Comité Central de Genève l'orientation de « paix et d'indépendance » : il fallait avant tout faire obstacle au Plan Marshall et au Pacte Atlantique. La grève des mineurs (octobre-novembre 48) était utile à titre d'avertissement au gouvernement. Son extension aux autres corporations aurait posé le problème trop brûlant d'une rupture totale avec la bourgeoisie. Au nom du Bureau politique, Frachon combattit la grève générale, que tous réclamaient, comme favorable aux gaullistes. Les mineurs rentrèrent battus. Aujourd'hui encore, la direction dégage sa responsabilité aux dépens des dirigeants mineurs qui « ne surent pas rentrer à temps ».

Ensuite, survient toute une période de lutte contre « l'économisme » : les mots d'ordre revendicatifs sont coiffés par les mots d'ordre de paix, d'opposition au réarmement allemand. Pas de meilleur obstacle à la réalisation de l'unité ouvrière, nécessaire pour un nouveau départ du mouvement.

1950 et 1951 sont le théâtre de grèves, dans les transports notamment. La grève de la R.A.T.P. (avril 1951) se développe sur une base unitaire, ouvrant des perspectives considérables. Là encore, la direction du P.C.F. s'oppose à l'extension du mouvement dans les métaux. Nous sommes effrayés dans la période de « consultation nationale » sur le réarmement de l'Allemagne qui implique des alliances bourgeoises. Obligé de s'expliquer sur son attitude, le Bureau politique fait retomber la responsabilité de « l'inertie » sur des dirigeants secondaires des métaux (Linet entre autres).

En 1952, les préparatifs de guerre s'accroissent, les généraux américains prennent pied en Europe. Il faut frapper un grand coup et, sans égard à l'étape atteinte par le mouvement ouvrier, le P.C.F. se lance dans des actions du type des grèves du 4 juin 1952. Actions courageuses en ce qui concerne les militants qui les animent, mais actions de minorité. La paternité de ces « erreurs sectaires » est imputée maintenant à Lecœur.

Puis, c'est août 1953 : les travailleurs entrent en lutte spontanément. Le P.C.F., une fois comblé son retard sur l'esprit de décision des masses, freine le développement des luttes. Bien que tous les facteurs d'une crise soient rassemblés, aucune perspective politique n'est offerte, car le « changement » que veut la direction c'est un changement de politique extérieure encore une fois : le rejet de la C.E.D. par l'union des bons Français.

C'est là ce qui a pesé aussi sur la préparation du 28 avril, l'ouverture de la Conférence de Genève ayant constitué une raison supplémentaire de limiter le mouvement (1).

Voilà le bilan de six années de lutte pour l'indépendance nationale !

A SEULE VOIX :

Ce bilan n'est pas inconnu des militants. Ceux-ci s'interrogent, tel Raymond G... du 13<sup>e</sup> Maisons-Blanches, dans l'Humanité, du 11 mai : « Je suis de ceux qui, ayant sans aucun doute, sous-estimé la force de la bourgeoisie capitaliste se sont trouvés étonnés que le gouvernement ait seulement été contraint de reculer d'un pas après le coup de butoir qui lui a été asséné en août 53. Une grève pareille n'aurait-elle pas abouti à des résultats plus tangibles avant la dernière guerre ? »

A cette question, Raymond G... fournit lui-même les premières bases d'une réponse, non lorsqu'il insiste sur l'indépendance nationale, mais lorsqu'il rappelle le souvenir

de juin 36 : « Ceux qui ont lutté victorieusement en 34-36 sont fiers de parler de cette époque, des résultats obtenus. Ils racontent cela aux plus jeunes et ceux-ci les écoutent, essaient de bien comprendre ». La nostalgie de 34-36 ? C'est le souvenir des conquêtes arrachées, mais surtout de la grève générale, et du pacte d'unité communiste-socialiste qui avait marqué cette époque. A l'heure actuelle, les problèmes sont différents, mais la solution doit être recherchée dans une voie semblable : Un front unique de classe, sur des objectifs de classe, pour un gouvernement des organisations ouvrières, P.C. et S.F.I.O.

Entendons-nous bien ! Un front unique de classe ! Donc, pas d'alliance avec les représentants de la bourgeoisie sur leur programme. Thibault, des Landes, exprimait ses réticences dans l'Humanité du 24 mai : « Ce n'est pas à nous de remettre en selle aux yeux de l'opinion publique ceux qui ont « trahi la France ». Bien au contraire, il faut face à tous les politiciens de la bourgeoisie ouvrir la perspective du gouvernement des partis ouvriers. C'est la seule condition pour devenir un pôle de regroupement de tous les éléments que la crise française plonge dans le désarroi.

La Vérité des Travailleurs a déjà fait plusieurs propositions pour le programme d'un tel gouvernement. Soulignons seulement pour terminer que, né de la lutte des masses, ce gouvernement posséderait seul la possibilité de rompre avec les plans contre-révolutionnaires. Il appellera les masses à déterminer elles-mêmes leur politique internationale. Ce n'est pas aller trop loin d'affirmer que ce serait une politique de soutien des mouvements anti-impérialistes, pour l'alliance avec les luttes émancipatrices des peuples opprimés.

Telle est la seule voie ouverte à la volonté de lutte anti-impérialiste des masses laborieuses de France.

(1) Cette volonté de limitation étant apparue notamment dans les directives données avant la grève dans un certain nombre de corporations et tendant à remplacer la journée de grève par d'autres manifestations plus restreintes, ainsi que dans un article de Monmousseau potentiellement contre ceux qui voulaient une grève plus étendue dans le temps, et enfin dans la place relativement restreinte consacrée par l'Humanité à la préparation de cette grève, en particulier dans les jours qui la précéderont.

SOUSCRIVEZ à la « Vérité des Travailleurs » C. C. P. 6965-68 Paris

## "TOUS ENSEMBLE"

UN mois et demi après la journée de grève du 28 avril, tous les militants de la classe ouvrière continuent à discuter de ses leçons.

Cette grève dont nous avons montré dans notre précédent numéro, à la fois les caractères positifs en ce qui concerne la combativité ouvrière, et les limites, en ce qui concerne les capacités mobilisatrices des mots d'ordre mis en avant par les Centrales syndicales qui l'avaient organisée et la façon dont celles-ci l'avaient préparée, est en effet une étape importante, un test important pour tous les militants qui dirigent les luttes de la classe ouvrière.

Tirer les leçons qui s'imposent au lendemain de cette journée de lutte, voilà ce que tous les militants recherchent.

La raison essentielle des inégalités du mouvement provenait du sentiment que cette grève ne changerait rien. Les travailleurs ont compris que les revendications qu'ils avançaient : les 25.166 fr. (adoptés par les Centrales), les 25 fr. pour tous mis en avant, en particulier par les travailleurs de chez Renault, mettent en cause les bases même du régime capitaliste et que pour obtenir satisfaction, il leur faut renverser ce régime pourri.

Mais pour ce lancer dans un tel combat d'envergure, il faut avoir une perspective claire de la lutte à entreprendre et des moyens à employer ! C'est ce que leurs directions ne leur ont pas donné ni la C.G.T. ni, surtout, le P.C.F. qui a abaissé sa politique au niveau syndical, sans ouvrir à la lutte revendicative aucune perspective. Nous analysons par ailleurs l'autocritique faite à ce sujet par J. Duclos et B. Frachon à ce sujet.

Dependant, si le 28 avril n'a pas représenté ce qu'en attendaient tous les militants, si se solda en différents endroits par un succès relatif sur les revendications déposées. Dans de nombreuses entreprises des augmentations ont été obtenues, là où le mouvement fut important. De plus, la lutte continue dans de nombreuses entreprises et est clôturée par des succès divers ici et là.

Chez J.J. Carnaud, chez Fouché (La Courneuve), Aératur, Chausson (Gennevilliers), Monopol (Poissy), Delahaye (Paris-13), etc.

Par ailleurs, la lutte éclate dans des usines importantes dont la participation à la grève du 28 avait été quasi nulle. Chez Panhard 13<sup>e</sup> et chez Ford (Poissy). Chez Citroën, des débrayages divers ont lieu dans les ateliers.

Tous ces exemples montrent que la classe ouvrière aspire à la lutte !

Pour une augmentation égale pour tous, de 25 fr. de l'heure, pour la fixation du salaire minimum à 25.166 fr. les travailleurs sont prêts à se mobiliser ; et pour cela, ils aspirent à un combat général qui doit partir à un échelon supérieur.

Ce qu'ils leur faut, ce ne sont donc pas les perspectives que la C.A. de la C.G.T. réunie le 11 mai ouvre à l'ensemble de la classe ouvrière, à savoir : « poursuivre la lutte sous toutes ses formes, en tenant compte des particularités et possibilités de chaque catégorie de travailleurs des différentes corporations, localités et entreprises ».

Non, si nous n'avons pas pu faire céder le bloc patrons-gouvernement en entrant dans la lutte à deux millions ; et demi le 28 avril, ce n'est pas en fractionnant nos luttes que nous y parviendrons. La grève de 24 heures avait justement retenu l'attention de tous les travailleurs par son côté « grève générale » dans lequel ils voyaient la réalisation du grand mouvement d'ensemble auquel ils aspiraient depuis longtemps.

G. Monmousseau le reconnaît lui-même quand il rapporte dans un récent éditorial de la « V. O. » que partout où il s'était rendu avant la grève de 24 heures, c'était le même son de cloche :

« TOUS ENSEMBLE ».

Alors, pas de retour en arrière, la lutte doit s'intensifier ! Pour une augmentation égale pour tous de 25 fr. de l'heure. Pour la fixation du S.M.I.G. à 25.166 francs.

La classe ouvrière s'est prononcée. Ses revendications attendent et il faut les faire aboutir.

Les militants de la C.G.T. qui ont une compréhension plus juste de l'influence de F.O. doivent obtenir de leur direction confédérale une politique plus offensive sur le plan de l'unité syndicale, les propositions de front unique ne doivent pas seulement naître pendant la lutte, c'est une vaste campagne pour l'unité d'action de la base au sommet que l'on doit engager.

Le rôle de division rempli par Bothureau, Le Bourre et consorts ne pourra pas toujours s'exercer devant les progrès de l'unité et les résultats obtenus là où le front unique s'est réalisé (Loire-Inférieure, Finistère, etc.).

Devant la crise du régime capitaliste et la volonté clairement exprimée de la classe ouvrière de s'attaquer aux bases mêmes de son exploitation pour parvenir à un changement politique, la lutte doit atteindre un niveau supérieur.

C'est aux militants communistes qu'incombe plus particulièrement la tâche de soulever l'enthousiasme des travailleurs en ouvrant la perspective d'un gouvernement de front unique du parti communiste et du parti socialiste.

G. VATAUD.

## Victoire chez Aératur

Après vingt et un jours de grève, unis et décidés, les ouvriers d'Aératur ont prouvé que la grève payait, et, après avoir remporté une victoire substantielle, ont repris le travail, confiants en leurs possibilités pour l'avenir.

Ce fut dur, mais la direction, après avoir refusé toute discussion, et devant l'inébranlable volonté des grévistes dut bien recevoir la délégation élue par l'assemblée générale de tout le personnel en grève.

Ceci se solda par la signature d'un protocole d'accord garantissant :

— une augmentation des maxima de 5 à 10 fr. pour toutes les catégories professionnelles, y compris les manoeuvres et OS.1, pour lesquels la direction refusait tout ;

— l'incorporation des primes dans le salaire de base ;

— le paiement du 1<sup>er</sup> mai ;

— la promesse d'une prime de vacances ;

— la garantie qu'aucune sanction ne serait prise contre les grévistes.

Ca ne suffit pas aux gars de chez Aératur, mais tant qu'on tient ça, rien n'empêche qu'on aille plus loin.

(Correspondant)

## RENAULT demande une augmentation de 25 francs égale pour tous

La conférence de section du parti communiste de chez Renault, dans sa résolution publiée dans la « Tribune de Discussion » de l'Humanité, du 15 mai, s'est annoncée pour l'adoption du mot d'ordre : « Augmentation uniforme du salaire horaire pour tous. »

Par ailleurs, le syndicat C.G.T. de l'usine a chiffré cette augmentation égale pour tous à 25 fr. horaire.

C'est une décision très importante qui vient ainsi d'être prise par la direction politique et syndicale majoritaire de l'usine la plus importante de France, celle qu'on appelle souvent dans la classe ouvrière, l'usine-pilote.

Tous les militants révolutionnaires qui luttent pour l'unité d'action des travailleurs ne peuvent que se réjouir de l'adoption d'un tel mot d'ordre revendicatif unificateur par rapport aux mots d'ordres d'augmentation hiérarchisée contre lesquels nous nous sommes élevés dans le passé.

Nul doute que ce mot d'ordre ne reçoive un accueil favorable dans l'ensemble de la classe ouvrière. Nul doute qu'il facilitera considérablement la préparation de combats victorieux.

L'adoption de ce mot d'ordre par les militants de chez Renault a eu une conséquence importante en ce qui concerne la détermination du mot d'ordre d'augmentation uniforme du salaire horaire. En

effet, pendant toute une période, ce parti après avoir défendu les mots d'ordres d'augmentation hiérarchisée des salaires, n'avait pas précisé de position définitive à ce sujet, et la C.G.T. laissait également ce problème dans le vague. Maintes et maintes fois, les militants ouvriers se voyaient, tout récemment encore, critiquer pour exprimer leur préférence à l'égard d'un mot d'ordre d'augmentation égale pour tous par rapport aux mots d'ordres d'augmentation hiérarchisée.

Or, ces critiques — qu'exprimaient des dirigeants syndicaux ou politiques à l'égard du mot d'ordre d'augmentation égale pour tous — viennent d'être reprises à propos de la résolution de la conférence de section des usines Renault, par J.-J. Weill, (« Tribune de discussion », de l'Humanité) au nom de la défense de la hiérarchie. Il est donc particulièrement significatif que ces critiques de J.-J. Weill aient été le même jour rejetées dans la réponse qui leur est faite par la direction du P.C.F. dans cette même tribune. On lit dans cette réponse :

« Nos camarades de chez Renault ne méconnaissent sûrement pas la théorie marxiste du salaire comme « prix de la force de travail » impliquant la différenciation entre travail simple et travail complexe. Mais ces camarades ont estimé que, dans les conditions présentes et sur la base d'une longue expérience, le mot d'ordre d'augmentation uniforme du salaire horaire était le plus mobilisateur, le plus susceptible d'entraîner le maximum d'ouvriers dans la lutte revendicative... »

Lorsque la revendication n'est pas susceptible d'entraîner l'immense majorité des travailleurs de l'entreprise, la masse décisive, alors, il n'y a que peu de chances de succès, même si le mot d'ordre est plus agréable au personnel le mieux payé. Telle est la leçon de l'expérience. Au contraire, si la nouvelle revendication uniforme permet la mobilisation et l'action unie des 21.500 ouvriers les plus dévalorisés des usines Renault entraînant par là même les autres couches de la main-d'œuvre, il y a de grandes chances que l'union avec les autres catégories de travailleurs en soit facilitée et il existe des probabilités réelles de faire aboutir les revendications légitimes des uns et des autres ce qui est bien la meilleure façon « d'affaiblir au maximum » les positions capitalistes.

En fait, ceci est la première condamnation claire des positions antérieurement défendues par les dirigeants du P.C.F. en ce qui concerne les mots d'ordres revendicatifs hiérarchisés.

C'est un pas en avant positif sur lequel pourront s'appuyer les militants révolutionnaires de la C.G.T. et en particulier les militants communistes afin que ce mot d'ordre soit adopté par l'ensemble de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales.

## FINISTÈRE

### Succès du 28 avril en Front unique

Voici comment s'est déroulée la grève de 24 heures dans le Finistère.

Un accord préalable avait été réalisé entre les Unions départementales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. La C.N.T. s'était également associée au mouvement. Le S.N.I. s'était déclaré favorable à la grève et avait demandé en vain à la direction de s'y associer.

La grève fut un succès, et l'on peut dire sans exagérer que plus de 75 % des salariés du département cessèrent le travail le 28 avril.

A Brest, la grève fut quasi-unanime à l'arsenal, dans le bâtiment, chez les cheminots, les tramotins (pour la première fois depuis l'échec de leur grève de cinq semaines en 1952) dans la métallurgie (y compris deux des principaux garages pour la première fois depuis la guerre) chez les employés du Trésor, dans les P.T.T., l'E.D.F., le centre d'apprentissage du bâtiment. Elle fut un demi succès à la Sécurité sociale, aux Allocations familiales, dans les banques, chez les communaux et les hospitaliers.

Elle fut un échec dans les grands magasins, chez les fonctionnaires de l'arsenal. Dans les transports routiers (pour tout le département), la brasserie, les charbonnages. Là où la grève ne fut pas unanime, le syndicat F.O. ne s'était pas associé au mouvement. L'Administration avait décidé, pour éclipser la grève, une opération spectaculaire : la mise en place de la trépanne métallique du pont mobile. Le meeting qui se tenait à la même heure s'en ressentit et fut quelque peu clairsemé.

A Morlaix, deuxième centre ouvrier du département, le mouvement fut général.

A Quimper, il fut sans précédent, et vraiment formidable pour une ville petite bourgeoise et principalement commerçante. Les banques furent fermées, la grève fut effective aux faïences, dans douze entreprises du bâtiment, dans les garages et dans le secteur public : E.D.F., S.N.C.F., P.T.T., Hôpital psychiatrique, etc.

Enfin, fait significatif, pour la première fois, la poudrerie de Pont-de-Brie a débrayé à 100 %.

Ce qui est caractéristique, c'est que les secteurs en général les moins combattifs, comme les poudreries, furent à la pointe du combat.

## Débrayages chez CHAUSSON

Après le magnifique mouvement de grève du 28 avril chez Chausson, suivi à 85 % du personnel ouvrier, la combativité s'est nettement relevée. Depuis cette date, les débrayages se succèdent dans les usines du groupe Chausson. Les ouvriers, confiants depuis, en leur force, sont décidés à harceler sans cesse la direction pour lui faire lâcher de substantielles améliorations à leur sort : augmentations de leurs salaires, mesures de sécurité-protection.

C'était, nous l'avons relaté dernièrement, le mouvement des ouvriers de l'atelier des cars pour des vêtements de protection qui, après une résistance butée de la direction, finit par la faire céder.

C'est aujourd'hui les ferreurs de la chaîne « Vedette » qui débrayent chaque jour une heure et demi à l'improviste, pour des vêtements de protection et une augmentation uniforme.

Ceux-ci paralysent ainsi toute la chaîne (les voitures ne pouvant sortir sans portes).

La direction fait cesser le travail à tout l'atelier, manifestant son intention de ne pas payer le temps perdu aux ouvriers ainsi lockoutés à l'improviste.

Ces derniers, au moment où les ferreurs reprennent le travail, se croisent les bras à leur tour, pour exiger d'être payés pendant le temps de lockout. La direction refuse, et prévient les ferreurs qui, eux, ont repris le travail, qu'elle ne les paie pas (la chaîne ne pouvant avancer). Ceux-ci reposent leurs clous, et ainsi de suite.

Débrayages intermittents, prises de paroles, délégations, ceci dans une atmosphère enthousiaste.

C'est le moment, il ne faut pas lâcher.

A cette époque, le patron a besoin de ses voitures.

Les gars sont décidés et solidaires de l'équipe des ferreurs.

Et si on en profitait pour demander une augmentation générale pour tous ?

Et cela quelques jours après que la direction eut informée individuellement par lettre le personnel qu'il allait voir sa paye de mai majorée de 5 %, 5 % qui se réduisent en fait à 1 %.

(Celui-ci étant le produit du calcul du nouveau sursalaire amputé de 5 %, sur le salaire de base augmenté d'autant.)

Le tout enveloppé du jargon paternaliste du meilleur cru. « La grande famille, des directeurs, des cadres, des ouvriers... coopération de tous ayant permis ce magnifique résultat... à l'avenir... toujours plus haut... »

Mais ce que les ouvriers savent, c'est que les miettes du patron si minimes soient-elles ne sont pas étrangères à la grève de 24 heures, et à la combativité du personnel constatée depuis lors : combativité ayant également un rapport avec le succès de la journée du 28.

Avant cette date, ils avaient déjà lâché une petite prime exceptionnelle, petite pillule à intention calmante ; mais intentions des patrons et des ouvriers sont deux drogues qui ne se rencontrent jamais.

J. D.

## Grève chez PANHARD

Les ouvriers de l'atelier 85 se sont mis en grève depuis jeudi 3, contre l'augmentation des cadences imposée par la direction (sans augmentation des salaires, évidemment).

Faire dix voitures de plus, alors que la direction a opposé une fin de non-recevoir au cahier de revendications, déposé le 1<sup>er</sup> juin ?

Rien à faire, arrêt du travail, comité de grève.

Le dépôt du cahier :

- 20 fr. de l'heure d'augmentation.
- prime d'insalubrité,
- prime de lait pour les pistoleurs.
- 10.000 fr. de prime de vacances,
- trois semaines de congés payés,
- feuille sde paie plus claires,
- par une voiture de plus sans embauche,
- une paire de bleus.

Appel au soutien pour les quatre mille travailleurs de l'entreprise.

Vendredi. — La direction lockoute l'atelier de montage des moteurs sous prétexte de la grève du 85.

Mais les lockoutés se solidarisent des grévistes et font leurs revendications de ceux-ci.

(Correspondant).

## L'ANIEL INSULTE LES PETITES CATEGORIES DE FONCTIONNAIRES

Depuis août 1953 le mécontentement n'a cessé d'augmenter dans la fonction publique. La grève du 29 janvier et la préparation de la grève de vingt-quatre heures ont amené le gouvernement à préparer quelques projets d'augmentation de salaires. Dien-Bien-Phu et le peu de retentissement qu'a eu la grève du 28 avril dans la fonction publique lui a permis de sortir le projet le plus réactionnaire d'entre eux. Pour redonner confiance à l'armée il fallait l'allécher en accordant des augmentations de salaires substantielles.

Le projet d'augmentation de salaires qui doit voir son application en juillet est une provocation pour les catégories les plus défavorisées. Il n'apporte rien à plus de 50 % de fonctionnaires — de l'indice 100 à l'indice 250 les fonctionnaires touchent de 0 à 600 fr. d'augmentation par mois ; par contre, à partir de l'indice 360 l'indemnité de résidence avantage considérablement les catégories supérieures de la fonction publique.

Un très vif mécontentement, un malaise régnent actuellement au sein de la fonction publique. Beaucoup de petites catégories espéraient une riposte immédiate de la part de leurs syndicats.

A part la Fédération de l'Education Nationale qui a lancé un appel à ces adhérents en vue de retarder l'examen d'entrée en sixième et de refuser l'aumône accordée aux enseignants (deux mille francs par an pour un instituteur, quatre mille pour un professeur licencié ou agrégé, sept mille pour un professeur de faculté), les autres Fédérations, tout en dénonçant le projet s'interrogent.

Le Gérant : M. MESTRE  
Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis

## Les militants du P. C. F. et de la C. G. T. s'interrogent sur le 28 Avril

Dans le dernier numéro de notre journal, analysant les résultats de la grève du 28 avril et les problèmes qu'ils posent aux militants qui dirigent les luttes de la classe ouvrière en France, en premier lieu les militants du P.C.F. et de la C.G.T., nous écrivions :

« Non, ce n'était pas la volonté de combattre qui manquait et qui manquait dans la base ouvrière. C'est une politique correspondant à ses aspirations et à la situation pré-révolutionnaire qui manque dans les sommets dirigeants des organisations... »

« La disproportion entre le soutien électoral donné au P.C.F. par la grande majorité des travailleurs et l'inefficacité de la politique de celui-ci à les mobiliser dans l'action, voilà ce qu'exprime en particulier la grève du 28 avril. Elle n'est ni un échec, ni une source de démoralisation pour la classe ouvrière, mais elle est certainement un insuccès pour la ligne du P.C.F. »

Dans cette période de préparation au 13<sup>e</sup> Congrès du P.C.F. la grève du 28 avril qui est une véritable expérimentation de cette politique, poussera vraisemblablement les militants à méditer ses méfaits. »

La part très importante des rapports et des interventions des dirigeants du P.C.F. au 13<sup>e</sup> Congrès de ce parti, consacrée à l'examen des leçons du 28 avril, montre à quel point les insuffisances de cette journée de grève préoccupent les militants de ce parti et à quel point ils en recherchent les causes.

Notons dès maintenant que Jacques Duclos, en particulier, dans son rapport, admet que le fait d'avoir arbitrairement isolé la grève du 28 avril et ses objectifs revendicatifs, de la grande question qui préoccupe actuellement au premier chef la classe ouvrière — le développement de la lutte en Indochine et les manoeuvres de guerre de l'impérialisme — a eu un effet négatif sur la grève.

Notons également la constatation faite par R. Guyot en ce qui concerne la question, capitale pour les luttes ouvrières en France, de la réalisation du front unique : à savoir que la grève du 28 avril n'a pas marqué un progrès sensible par rapport au 29 janvier et dans certains cas mé-

me — en particulier dans la région parisienne — a été en recul. Jacques Duclos insiste à ce sujet sur l'importance de la réalisation du front unique avec F.O. car dit-il « de même que sur le plan du parti, le problème de l'unité d'action de la classe ouvrière se pose en premier lieu par rapport aux travailleurs socialistes de même sur le plan des syndicats, il se pose avant tout par rapport aux travailleurs F.O. ».

Enfin, un point intéressant du discours de Duclos à ce sujet est celui que nous soulignons par ailleurs, concernant la recherche d'un mot d'ordre revendicatif unificateur, non hiérarchisé.

Nous reviendrons en détail dans notre prochain numéro, où nous traiterons tout particulièrement du Congrès du P.C.F., sur la manière dont les dirigeants de ce parti analysent les résultats de la grève du 28 avril.

B. Frachon déclare :

« L'orientation vers un mouvement général et uniforme a abouti à freiner la lutte qui mûrissait et qui parfois était prête dans les secteurs les plus avancés. Nous ne l'avons pas aidé nous l'avons retardé, nous devons rattraper. »

Partant de quelques remarques justes, la direction du P.C.F. et de la C.G.T. donne une analyse fautive du 28 avril et en tire des conclusions erronées. Elle interprète l'échec de sa politique comme un manque de combativité de la classe ouvrière.

En réalité, ainsi que nous l'avons montré, la classe ouvrière est parfaitement mûre pour une action généralisée : sa participation même à la grève du 28 avril et les combats qui se poursuivent maintenant le montrent amplement. Elle attend seulement de ses directions et tout particulièrement de sa direction principale, le P.C.F. et la C.G.T., qu'elles lui ouvrent les perspectives claires de cette action généralisée : le renversement du gouvernement des capitalistes et la formation d'un gouvernement des travailleurs, un gouvernement P.C.F.-P.S. ; et qu'elles lui donnent l'arme d'une lutte victorieuse pour cela : une juste politique de front unique du sommet à la base et de la base au sommet entre ses organisations.